

Réponse d'Atos Worldline à la consultation publique sur le projet de décision relatif à la réorganisation des tranches de numéros commençant par 06 et 07

Préambule.

Atos Worldline est spécialisé dans les transactions électroniques critiques, domaine où la composante « réseau » est clé et dans ce contexte, Atos Worldline est titulaire d'une licence L34.1 depuis 1999.

Les services connectés M2M sont au cœur de cette stratégie et le fait qu'ils s'appuient massivement sur les technologies radio-mobiles implique que la maîtrise de la connectivité sur ce segment devient un enjeu majeur.

Atos Worldline a déjà commencé à développer cette activité avec notamment des références significatives dans le secteur « automotive » comme Renault ou encore dans le secteur de l'énergie comme ERDF.

Nous avons entamé un plan d'action pour déterminer comment mieux répondre à notre marché en termes de fonctionnalités, de qualité de service et de tarifs et nous nous proposons de prendre contact prochainement avec l'Autorité pour évoquer les questions réglementaires concernant le statut de full MVNO.

Question n°1 : Avez-vous des remarques concernant la définition des communications M2M proposée dans le cadre de cette décision ?

Nous approuvons la définition de l'Autorité en ce qu'elle se limite bien à la phase d'établissement de la communication et ne limite en rien la nature des échanges une fois la communication établie.

Nous proposons une formulation légèrement retouchée :

« Les communications « machine à machine » ou « M2M » consistent en la mise en relation de machines ou d'objets intelligents avec un système d'information via des réseaux de communications généralement sans intervention humaine.

Lorsqu'il y a intervention humaine, l'utilisateur utilise une interface spécifique qui initie la communication sans qu'il y ait de saisie manuelle du numéro, à la différence de l'utilisation des services mobiles de téléphonie et d'échange de SMS. »

Question n°2 : Avez-vous des remarques concernant la définition des terminaux connectés à l'internet proposée dans le cadre de cette décision ?

Nous n'avons pas de remarques sur cette définition.

Question n°3 : Avez-vous des remarques concernant le délai pendant lequel il sera indispensable d'avoir un numéro de téléphone dans les réseaux mobiles ? Merci de justifier votre réponse.

Nous pensons qu'il faudra effectivement 10 à 15 ans pour que les objets communicants déployés soient tous en 4G ou plus et ne nécessitent plus de numérotation téléphonique.

Question n°4 : Avez-vous des remarques concernant le choix de l'ouverture d'une tranche de numéros mobiles de longueur étendue en métropole ?

Ce choix nous paraît effectivement adapté.

Question n°5 : Avez-vous des remarques concernant la proposition consistant à ne plus utiliser les numéros à 10 chiffres en métropole pour les applications M2M et les terminaux connectés ?

Pour les applications M2M qui présentent des contraintes, et notamment des contraintes industrielles (par exemple au niveau des caractéristiques des objets communicants disponibles pour le déploiement), il faut garder de la souplesse et se laisser la possibilité de continuer à utiliser des numéros à 10 chiffres.

Question n°6 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre opérationnelle prévues ?

Comme indiqué en réponse à la question 5, il faut garder la possibilité d'utiliser des nouveaux numéros à 10 chiffres au-delà du délai de 24 mois. Nous proposons de garder cette possibilité pour les projets démarrés avant le 1^{er} Juillet 2013 qui sont toujours en cours de déploiement (demande de nouveaux MS-ISDN) au 1^{er} Juillet 2014 et pour lesquels la modification des processus industriels déjà établis implique trop de contraintes.

D'autre part, il faut pouvoir disposer de numéros à 14 chiffres le plus tôt possible dans le cadre de nouveaux projets et de nouveaux usages qui pourraient voir le jour rapidement et qui verraient la demande de numéros exploser encore d'avantage.

Question n°7 : Avez-vous des remarques concernant le format de la nouvelle tranche ?

Nous n'avons pas de remarques sur ce format.

Question n°8 : Avez-vous des remarques concernant le périmètre des applications autorisées dans la nouvelle tranche ?

Nous n'avons pas de remarques sur ce périmètre.

Question n°9 : Avez-vous des remarques concernant la granularité d'attribution de la nouvelle tranche ?

Nous n'avons pas de remarques sur cette granularité.

Question n°10 : Quel(s) autre(s) mécanisme(s) envisagez-vous pour répondre à l'obligation de conservation de ces numéros ?

L'obligation de conservation du numéro n'est pas nécessaire pour les systèmes M2M et les terminaux connectés du fait que la numérotation s'effectue depuis des systèmes qu'il suffit de mettre à jour.

Nous pensons que la véritable problématique est celle de pouvoir changer d'opérateur sans devoir changer physiquement de carte SIM et que le seul mécanisme qui le permette est de télécharger dans la carte SIM, via le réseau radio-mobile lui-même, les éléments de personnalisation du nouvel opérateur.

Ce changement d'opérateur sans nécessité d'intervention sur site ou de retour des objets communicants en atelier est un besoin fondamental dans la plupart des projets aussi bien sur des sites fixes que dans des véhicules et plus encore depuis le déploiement massif des cartes SIM soudées.

Cette possibilité rassurera les promoteurs de projets M2M, pour qui la performance qualité et prix de l'opérateur est un élément clé de la réussite du projet.